

Service public fédéral Emploi,  
Travail et Concertation sociale

**ADMINISTRATION DES  
RELATIONS COLLECTIVES  
DU TRAVAIL**  
Direction du Greffe



Federale overheidsdienst  
Werkgelegenheid, Arbeid  
en Sociaal Overleg  
**ADMINISTRATIE VAN DE  
COLLECTIEVE  
ARBEIDSBETREKKINGEN**  
Directie van de Griffie

### ERRATUM

Sous commission paritaire pour les  
services des aides familiales et des  
aides seniors de la Communauté  
flamande  
n° 318.02

**CCT n° 66177/CO/318.02  
du 19/12/2002**

Correction du texte en français :

- au chapitre 3, l'article 3, point 2 :  
« 2 ° soit en diminuant leurs prestations  
de travail à un emploi à temps partiel,  
pour autant qu'ils soient occupés dans  
l'entreprise à raison d'au moins  $\frac{3}{4}$  d'un  
emploi à mi-temps pendant les 12 mois  
qui précèdent la notification écrite, telle  
qu'effectuée conformément à l'article  
12 » est remplacé par : « 2 ° soit en  
diminuant leurs prestations de travail à  
un emploi à temps partiel, pour autant  
qu'ils soient occupés dans l'entreprise à  
raison d'au moins  $\frac{3}{4}$  d'un emploi à **plein  
temps** pendant les 12 mois qui  
précèdent la notification écrite, telle  
qu'effectuée conformément à l'article  
12 ».

### ERRATUM

Paritair Subcomité voor de diensten  
voor gezins- en bejaardenhulp van de  
Vlaamse Gemeenschap  
nr. 318.02

**CAO nr. 66177/CO/318.02  
van 19/12/2002**

Verbetering van de Franse tekst :

- in het hoofdstuk III, het artikel 3,  
**punt 2** : « 2 ° soit en diminuant leurs  
prestations de travail à un emploi à  
temps partiel, pour autant qu'ils soient  
occupés dans l'entreprise à raison d'au  
moins  $\frac{3}{4}$  d'un emploi à mi-temps  
pendant les 12 mois qui précèdent la  
notification écrite, telle qu'effectuée  
conformément à l'article 12 » wordt  
vervangen door : « 2 ° soit en  
diminuant leurs prestations de travail à  
un emploi à temps partiel, pour autant  
qu'ils soient occupés dans l'entreprise à  
raison d'au moins  $\frac{3}{4}$  d'un emploi à **plein  
temps** pendant les 12 mois qui  
précèdent la notification écrite, telle  
qu'effectuée conformément à l'article  
12 ».

- au chapitre VI, l'article 12, § 2 :  
« § 2. Le travailleur qui désire user de la réduction des prestations de travail à mi-temps garde son contrat de travail original. L'horaire applicable et la date d'entrée en vigueur sont convenus par les parties dans une annexe au contrat »  
est remplacé par : « § 2. Le travailleur qui désire user de la réduction des prestations de travail garde son contrat de travail original. L'horaire applicable et la date d'entrée en vigueur sont convenus par les parties dans une annexe ».

**Décision du**

- in het hoofdstuk VI, het artikel 12, § 2 : « § 2. Le travailleur qui désire user de la réduction des prestations de travail à mi-temps garde son contrat de travail original. L'horaire applicable et la date d'entrée en vigueur sont convenus par les parties dans une annexe au contrat » wordt vervangen door : « § 2. Le travailleur qui désire user de la réduction des prestations de travail garde son contrat de travail original. L'horaire applicable et la date d'entrée en vigueur sont convenus par les parties dans une annexe ».

**Beslissing van**

12-03-2004

03-02-2003

14-05-2003

66177 | 60 | 318.02 9

*leur* - Commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande (SCP 318.02)

**Convention collective de travail du 19 décembre 2002 remplaçant la convention collective de travail du 6 décembre 2001 en exécution de la CCT n° 77 du 14 février 2001 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations à mi-temps**

### CHAPITRE Ier : Disposition préalable

#### Article 1er

La présente convention collective de travail donne exécution aux dispositions de la convention collective de travail n° 77 du 14 février 2001, conclue au sein du Conseil national du Travail, instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations à mi-temps.

Cet accord est également conclu en exécution de l'arrêté du gouvernement flamand portant réforme du régime des primes d'encouragement dans le secteur non-marchand.

### CHAPITRE H : Champ d'application

#### Article 2

La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des services **des aides familiales et des aides seniors** de la Communauté flamande.

Par travailleurs, on entend aussi bien les employés masculins et féminins que les ouvriers et les ouvrières qui sont embauchés.

### CHAPITRE III : Droit à un crédit-temps

#### Article 3

Les travailleurs, visés à l'article 2, ont, dans les limites et conditions fixées ci-après, droit à un crédit-temps pour une période maximale de 5 ans sur la carrière entière, à prendre par période minimale de 3 mois et par période séparée de 1 an au maximum, continue ou pas :

1° soit en suspendant leurs prestations de travail complètement, sans égard au régime de travail dans lequel ils sont occupés dans l'entreprise au moment de la notification écrite, ~~telle~~ <sup>plein</sup> qu'effectuée conformément à l'article 12 ;

2° soit en diminuant leurs prestations de travail à un emploi à temps ~~partiel~~ <sup>partiel</sup>, pour autant qu'ils soient occupés dans l'entreprise à raison d'au moins  $\frac{3}{4}$  d'un emploi à ~~mi-temps~~ pendant les 12 mois qui précèdent la notification écrite, telle qu'effectuée conformément à l'article 12.

#### Article 4

Les périodes de suspension ou de diminution de prestations de travail de  $\frac{1}{2}$ , suite à la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales, sont déduites de la durée maximale de 5 ans.

#### Article 5

§1. Afin d'avoir droit au crédit-temps, tel que visé à l'article 3, le travailleur doit être lié à l'employeur par un contrat de travail pendant 12 mois dans le courant des 15 mois qui précèdent la notification écrite, telle qu'effectuée conformément à l'article 12.

§ 2. Les travailleurs, visés à l'article 2, n'ont droit au crédit-temps qu'à partir de la deuxième année, à condition que le degré d'emploi effectif minimal, tel que déduit du contingent d'heures, fixé par le gouvernement flamand, soit garanti.

#### **CHAPITRE IV : Droit à une diminution de carrière de 1/5**

##### **Article 6**

Les travailleurs, visés à l'article 2, qui sont occupés dans un régime de travail à temps plein, étalé sur 5 jours ou plus, ont droit à une diminution de carrière à raison d'un jour par semaine ou de 2 demi-jours sur la même durée, pour une période maximale de 5 ans sur la carrière entière.

Ce droit est exercé par période d'au moins 6 mois.

##### **Article 7**

Afin d'avoir droit à une diminution de carrière, telle que visée à l'article 6, le travailleur doit remplir les conditions suivantes simultanément :

- 1° être lié par un contrat de travail avec l'employeur pendant les 5 ans qui précèdent la notification écrite, telle qu'effectuée conformément à l'article 12.
- 2° être occupé dans un régime de travail à temps plein pendant les 12 derniers mois des 5 ans, tels que visés à 1°.

##### **Article 8**

Les périodes de diminutions de prestations de travail de 1/5, Vi et 1/3, suite à la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales, sont déduites de la durée maximale de 5 ans, tels que visés à l'article 6.

##### **Article 9**

Afin de garantir la bonne organisation du travail, les services qui souhaitent organiser la diminution de carrière de 1/5 pour les travailleurs travaillant 37 h par semaine, avec emploi du temps inégal, ont la possibilité, au niveau sectoriel, de fixer les modalités au niveau de l'entreprise à raison d'un jour par semaine ou un régime équivalent.

#### **CHAPITRE V : Droit des travailleurs de 50 ans et plus à une diminution des prestations de travail**

##### **Article 10**

Les travailleurs, visés à l'article 2 de la présente convention collective de travail, qui ont atteint l'âge de 50 ans ont, sans durée maximale, droit à :

1° une diminution de carrière à raison d'un jour par semaine ou de 2 demi-jours par semaine, pour autant qu'ils soient occupés dans un régime de travail, étalé sur 5 jours ou plus.

Ce droit est exercé par période d'au moins 6 mois.

2° une diminution des prestations de travail à mi-temps.

##### **Article 11**

§ 1. Afin d'avoir droit à :

1° une diminution de carrière, telle que visée à l'article 10, 1°, le travailleur doit être occupé dans l'entreprise, soit à temps plein, soit à raison de 4/5 d'un emploi à temps plein, dans le

cadre de l'article 6, au moment de la notification écrite, telle qu'effectuée conformément à l'article 12.

2° une diminution des prestations de travail à mi-temps, telle que visée à l'article 10, 2°, le travailleur doit être occupé dans l'entreprise au moins à raison de 3/4 d'un emploi à temps plein pendant l'année qui précède la notification écrite, telle qu'effectuée conformément à l'article 12.

§ 2. Afin d'avoir droit à une diminution de carrière ou à une diminution des prestations de travail à mi-temps, telle que visée à l'article 10, le travailleur, visé à l'article 2 doit remplir les conditions, fixées au § 1, et de plus remplir les conditions suivantes en même temps :

- 1° avoir au moins 50 ans au moment de la date de début souhaitée de l'exercice du droit ;
- 2° être lié par un contrat de travail à l'employeur pendant les 5 ans qui précèdent la notification écrite, telle qu'effectuée conformément à l'article 12 ;
- 3° avoir une ancienneté de 20 ans comme travailleur, au moment de la notification écrite, telle qu'effectuée conformément à l'article 12.

## CHAPITRE VI : Dispositions communes

### Article 12

§ 1. Les travailleurs qui souhaitent exercer le droit au crédit-temps, à la diminution de carrière ou à la diminution des prestations de travail à mi-temps, tel que visé aux articles 3, 6 et 10 doivent introduire une demande auprès de l'employeur 3 mois à l'avance.

La demande doit être introduite par écrit, conformément aux dispositions de l'article 12, § 3 et 4 de la convention collective de travail n° 77 du 14 février 2001.

§ 2. Le travailleur qui désire user de la réduction des prestations de travail ~~à mi-temps~~ garde son contrat de travail original. L'horaire applicable et la date d'entrée en vigueur sont convenus par les parties dans une ~~annexe au contrat~~.

Le travailleur qui use du régime décrit dans la présente convention collective de travail garde sa fonction et son lieu d'occupation, sauf si les parties conviennent autrement par écrit.

Pour le travailleur qui dirige directement un groupe de personnes, le maintien de la fonction et du lieu d'occupation sera examiné de façon positive mais il ne peut pas être garanti automatiquement. L'accord sera couché par écrit.



### Article 13

§ 1. En exécution de l'article 15, § 7 de la convention collective de travail n° 77 du 14 février 2001, le seuil dans lequel les travailleurs, tels que visés à l'article 2 de la présente convention collective de travail, peuvent exercer simultanément le droit au crédit-temps, à la diminution de carrière ou à la réduction des prestations de travail à mi-temps, tels que visés aux articles 3, 6 et 10 de la présente convention collective de travail, s'élève à 8 %. Ce seuil peut être augmenté au niveau de l'entreprise.

§ 2. Par catégorie de fonctions ou par unité de travail, une personne par tranche commencée de 4 travailleurs peut en même temps bénéficier des mesures de la présente convention collective de travail.

### Article 14

Les travailleurs peuvent revendiquer la prime d'encouragement pour toutes les mesures mentionnées sous le chapitre III de l'Arrêté du gouvernement flamand portant réforme du système des primes d'encouragement dans le secteur non-marchand.

## **CHAPITRE VII : Dispositions finales**

### **Article 15**

La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 6 décembre 2001 en exécution de la CCT n° 77 du 14 février 2001 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations à mi-temps.

### **Article 16**

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 01-01-2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties, moyennant un préavis de 3 mois, notifié par lettre **recommandée** à la poste, adressée au président de la commission paritaire.

Cet accord sera déposé auprès du Ministre flamand qui est compétent pour la politique de l'emploi.

03 -02- 2003

14 -05- 2003

66 177 | 60 | 318.02 4

**PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE DIENSTEN VOOR GEZINS- EN BEJAARDENHULP  
VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP (PSC 318.02)**

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 19 DECEMBER 2002 TOT  
VERVANGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 6 DECEMBER  
2001 TER UITVOERING VAN CAO NR. 77 VAN 14 FEBRUARI 2001 TOT INVOERING  
VAN EEN STELSEL VAN TIJDSKREDIET, LOOPBAANVERMINDERING EN  
VERMINDERING VAN DE ARBEIDSPRESTATIES TOT EEN HALFTIJDSE BETREKKING**

**HOOFDSTUK 1: VOORAFGAANDELIJKE BEPALING**

**Artikel 1**

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst verleent uitvoering aan de bepalingen van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 77 van 14 februari 2001 gesloten in de Nationale Arbeidsraad betreffende de invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking.

Dit akkoord is eveneens gesloten in uitvoering van het besluit van de Vlaamse regering houdende hervorming van het stelsel van de aanmoedigingspremies in de social-profitsector.

**HOOFDSTUK 2: TOEPASSINGSGBIED**

**Artikel 2**

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de werkgevers van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse gemeenschap.

Onder werknemers wordt verstaan, het mannelijk en vrouwelijk arbeiders- en bediendenpersoneel dat tewerkgesteld is.

**HOOFDSTUK 3: RECHT OP EEN TIJDSKREDIET**

**Artikel 3**

De in artikel 2 genoemde werknemers hebben binnen de hierna bepaalde grenzen en voorwaarden recht op een tijdskrediet voor een maximumperiode van 5 jaar over de gehele loopbaan, op te nemen per minimumperiode van 3 maanden en per afzonderlijke periode van maximum 1 jaar, al dan niet aaneengesloten:

1° hetzij door hun arbeidsprestaties volledig te schorsen ongeacht de arbeidsregeling waarin zij in de onderneming tewerkgesteld zijn op het ogenblik van de schriftelijke kennisgeving als verricht overeenkomstig artikel 12;

2° hetzij door hun arbeidsprestaties te verminderen tot een halftijdse betrekking voorzover zij ten minste ten belope van 3/4<sup>de</sup> van een voltijdse betrekking in de onderneming tewerkgesteld zijn gedurende de 12 maanden voorafgaand aan de schriftelijke kennisgeving als verricht overeenkomstig artikel 12.

**Artikel 4**

De perioden van schorsing of vermindering van arbeidsprestaties met 1/2<sup>e</sup> ingevolge de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen worden in mindering

gebracht op de maximumduur van 5 jaar .

#### **Artikel 5**

§ 1. Om recht te hebben op het tijdskrediet als bedoeld in artikel 3 moet de werknemer door een arbeidsovereenkomst met de werkgever verbonden zijn geweest gedurende 12 maanden in de loop van de 15 maanden die voorafgaan aan de schriftelijke kennisgeving als verricht overeenkomstig artikel 12.

§ 2. De in artikel 2 genoemde werknemers hebben slechts recht op tijdskrediet vanaf het 2<sup>de</sup> jaar mits de minimale effectieve tewerkstellingsgraad zoals afgeleid uit het door de Vlaamse regering vastgesteld urencontingent gewaarborgd is.

### **HOOFDSTUK 4: RECHT OP 1/5<sup>DE</sup> LOOPBAANVERMINDERING**

#### **Artikel 6**

De in artikel 2 genoemde werknemers die tewerkgesteld zijn in een voltijdse arbeidsregeling gespreid over 5 of meer dagen, hebben recht op een loopbaanvermindering ten belope van één dag per week of 2 halve dagen over dezelfde duur, voor een maximumperiode van 5 jaar over de gehele loopbaan.

Dit recht wordt uitgeoefend per periode van minimum 6 maanden.

#### **Artikel 7**

Om recht te hebben op een loopbaanvermindering als bedoeld in artikel 6 moet de werknemer gelijktijdig de volgende voorwaarden vervullen:

1° door een arbeidsovereenkomst met de werkgever verbonden zijn geweest gedurende de 5 jaar die voorafgaan aan de schriftelijke kennisgeving als verricht overeenkomstig artikel 12.

2° in een voltijdse arbeidsregeling tewerkgesteld zijn geweest gedurende de laatste 12 maanden van de 5 jaar als bedoeld in 1°.

#### **Artikel 8**

De perioden van vermindering van arbeidsprestaties met 1/5<sup>de</sup>, 1/4<sup>de</sup> en 1/3<sup>de</sup> ingevolge de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen worden in mindering gebracht op de maximumduur van 5 jaar als bedoeld in artikel 6.

#### **Artikel 9**

Om de goede werkorganisatie te kunnen verzekeren wordt op sectoraal vlak aan de diensten, die de loopbaanvermindering met 1/5 wensen te organiseren voor werknemers in een arbeidsweek van 37 u met ongelijke dagindeling, de mogelijkheid geboden om de modaliteiten op bedrijfsniveau te bepalen ten belope van één dag per week of een gelijkwaardige regeling.

### **HOOFDSTUK 5: RECHT VAN DE WERKNEMERS VAN 50 JAAR EN OUDER OP EEN VERMINDERING VAN DE ARBEIDSPRESTATIES**

#### **Artikel 10**

De in artikel 2 van deze Collectieve Arbeidsovereenkomst genoemde werknemers die de leeftijd van 50 jaar hebben bereikt hebben zonder maximumduur recht op:



1° een loopbaanvermindering ten belope van een dag per week of 2 halve dagen per week voor zover zij tewerkgesteld zijn in een arbeidsregeling gespreid over 5 of meer dagen;

Dit recht wordt uitgeoefend per periode van minimum 6 maanden.

2° een vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking.

## **Artikel 11**

§ 1. Om recht te hebben op:

1° een loopbaanvermindering als bedoeld in artikel 10, 1° moet de werknemer ofwel voltijds ofwel ten belope van  $4/5^{\text{de}}$  van een voltijdse betrekking in de onderneming tewerkgesteld zijn in het kader van artikel 6, op het ogenblik van de schriftelijke kennisgeving als verricht overeenkomstig artikel 12.

2° een vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking als bedoeld in artikel 10, 2°, moet de werknemer ten minste ten belope van  $3/4^{\text{de}}$  van een voltijdse betrekking in de onderneming tewerkgesteld zijn gedurende het jaar voorafgaand aan de schriftelijke kennisgeving als verricht overeenkomstig artikel 12.

§ 2. Om recht te hebben op een loopbaanvermindering of een vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking als bedoeld in artikel 10 moet de in artikel 2 genoemde werknemer de in § 1 genoemde voorwaarden en bovendien gelijktijdig de volgende voorwaarden vervullen:

1° ten minste 50 jaar oud zijn op het ogenblik van de gewenste begindatum van de uitoefening van het recht;

2° door een arbeidsovereenkomst met de werkgever verbonden zijn geweest , gedurende de 5 jaar die voorafgaan aan de schriftelijke kennisgeving als verricht overeenkomstig artikel 12;

3° op het ogenblik van schriftelijke kennisgeving als verricht overeenkomstig artikel 12 een anciënniteit van 20 jaar als werknemer hebben.

## **HOOFDSTUK 6: GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN**

### **Artikel 12**

§ 1. De werknemers die het recht op tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking als bedoeld in de artikelen 3, 6 en 10 wensen uit te oefenen dienen dit 3 maanden op voorhand aan te vragen bij de werkgever.

De aanvraag moet schriftelijk gebeuren overeenkomstig de bepalingen van artikel 12, § 3 en 4 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 77 van 14 februari 2001.

§ 2. De werknemer die gebruik wenst te maken van de vermindering van de arbeidsprestaties, behoudt zijn oorspronkelijke arbeidsovereenkomst. In een bijlage wordt de toepasselijke uurregeling en de ingangsdatum ervan door partijen ervan door partijen overeengekomen.

De werknemer die gebruik maakt van de regelingen beschreven in deze collectieve arbeidsovereenkomst, behoudt zijn/haar oorspronkelijke functie en tewerkstellingsplaats, tenzij door partijen schriftelijk anders wordt overeengekomen.

4

Voor de werknemer die rechtstreeks leiding geeft aan een groep medewerkers wordt het behouden van zijn/haar oorspronkelijke functie en tewerkstellingsplaats positief onderzocht maar kan niet automatisch gegarandeerd worden. De afspraken worden schriftelijk vastgelegd.

### **Artikel 13**

§ 1. In uitvoering van artikel 15, § 7 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 77 van 14 februari 2001 bedraagt de drempel waarbinnen werknemers zoals bepaald in artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst gelijktijdig het recht op tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking als bedoeld in de artikelen 3, 6 en 10 van deze collectieve arbeidsovereenkomst kunnen uitoefenen 8%. Deze drempel kan op niveau van de onderneming worden verhoogd.

§ 2. Per functiecategorie of per werkeenheid kan op hetzelfde ogenblik 1 persoon per begonnen schijf van 4 werknemers van de maatregelen van deze collectieve arbeidsovereenkomst genieten.

### **Artikel 14**

De werknemers en werkneemsters kunnen aanspraak maken op de aanmoedigingspremie voor alle maatregelen vermeld onder het hoofdstuk III van het Besluit van de Vlaamse regering, houdende hervorming van het stelsel van de aanmoedigingspremies in de social-profitsector.

## **HOOFDSTUK 7: SLOTBEPALINGEN**

### **Artikel 15**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 december 2001 ter uitvoering van CAO nr. 77 van 14 februari 2001 tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking.

### **Artikel 16**

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst treedt in werking op 01-01-2003 en is gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van 3 maanden, per aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het paritair comité.

Dit akkoord zal neergelegd worden bij de Vlaamse minister bevoegd voor werkgelegenheidsbeleid.